

Lettre mensuelle d'actualité européenne

L'actualité européenne est présentée tous les 1^{ers} mardis du mois à la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon/Rhône-Alpes ; Ponctuellement, au Comité de jumelage de la Ville de Vienne (38) ainsi qu'aux Maisons de l'Europe à Valence (26) et Bourg-en-Bresse (01).

Edito : *au fil des élections, l'Europe comme bouc émissaire !*

Au sommaire :

De tout un peu !

- *Audition du 1^{er} Ministre irlandais au Parlement européen*
- *La présidence bulgare du Conseil de l'Union*
- *Elections européennes de 2019*
- *Vers un nouveau Traité de l'Élysée*

Chez nos partenaires

- *Allemagne : une majorité qui se cherche, des accords d'entreprises qui se trouvent*
- *Sommet franco-britannique : la défense et les migrants au menu*
- *Pologne : changement de gouvernement*
- *Espagne / Catalogne : un scrutin qui ne règle rien*
- *Autriche : un gouvernement ouvert à l'extrême droite*

Edito : au fil des élections, l'Europe comme bouc émissaire !

Ce qui caractérise le plus les divers scrutins de ces derniers mois, c'est l'absence de débat sur l'Europe. Cette dernière, pour ce qui concerne l'Union européenne, n'est utilisée que pour en souligner les contraintes sans jamais admettre les bienfaits qu'elle génère, malgré ses failles.

Depuis les élections présidentielles en France, notre pays semble faire exception dans le paysage politique de l'Union. Notre appartenance à l'Union, en tous cas au deuxième tour, a été clairement le choix d'une majorité de Françaises et de Français.

Les élections en Allemagne, comme en Italie et en Autriche, se sont focalisées sur l'immigration. L'Union était en filigrane, mais ce thème permettait aux opposants d'attaquer les gouvernements sortants en leur faisant porter la responsabilité des réfugiés et immigrés reçus dans leur pays.

Comme toujours dans ce genre de débats ou les extrémistes n'existent que par l'outrance, les mensonges se sont succédé et aucune des formations politiques en présence n'a pris la peine d'expliquer la réalité des faits.

C'est ainsi que, sur les peurs irraisonnées, l'AfD en Allemagne, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles en Italie et le parti de la Liberté en Autriche ont réussi des scores importants. En Allemagne, l'AfD devient le parti d'opposition avec 92 députés au Bundestag ; en Autriche l'extrême droite entre au gouvernement ; en Italie les deux partis cités se disputent le pouvoir.

Si l'on ajoute ce qui se passe en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie, dans une moindre mesure en République tchèque, le mouvement de mécontentement vis-à-vis de l'Union européenne gagne tous les jours du terrain.

Et pourtant, les plus opposés à l'Union sont ceux qui bénéficient le plus de la solidarité européenne comme en Europe centrale pour les pays cités plus haut. L'afflux migratoire en Italie peut davantage expliquer l'attrait pour ceux qui dénoncent l'inertie de l'Union européenne. Inertie qui n'est pas de son fait tant l'égoïsme est celui des Etats, à commencer par la France.

Toutes ces péripéties électorales portent un mauvais coup à la démocratie, montrant par-là sa fragilité face à l'ignorance des peuples. Les « politiques » payent le prix de leurs propres turpitudes, n'ayant jamais pris la peine d'éduquer les citoyens sur les réalités et les enjeux de la construction européenne.

A force de s'attribuer les mérites des réussites européennes et de rejeter sur l'Union ce qui ne va pas, ils récoltent aujourd'hui les mauvais fruits des mauvaises graines qu'ils ont semées.

Le drame c'est que cela touche à l'essentiel de la vie en commun et aiguise l'animosité entre les populations, voire entre les peuples, conduit au repli alors que le monde est toujours plus ouvert et interdépendant, fragilise un édifice unique au monde, qui, depuis près de 70 ans, assure la paix en Europe.

Il est temps de se reprendre et de s'engager pour sauver la démocratie, l'Union européenne et la Paix.

Alain MALEGARIE/Alain REGUILLON

De tout un peu !



Audition du 1^{er} ministre irlandais au Parlement européen

Plusieurs chefs d'Etats et de gouvernement vont être auditionnés par les députés européens ces prochaines mois.

Il est intéressant d'entendre le 1^{er} Ministre irlandais à un moment où les négociations de sortie du Royaume-Uni peinent à aboutir.

Sur le BREXIT, il insiste sur le fait qu'aucune frontière ne doit être rétablie entre les deux pays. Les accords dit du « Vendredi saint » confèrent la double nationalité aux Irlandais du Nord : celle britannique et celle irlandaise. Cet accord reste fragile, il n'est pas question de le remettre en cause.

Sur le budget, il se dit favorable à une augmentation de la contribution de son pays si cela permet d'approfondir le projet européen. Il est partisan de préserver la politique agricole commune et la politique de cohésion, de la recherche et de l'innovation.

Concernant les élections européennes il se déclare favorable à une circonscription européenne.

Le dossier le plus sensible sur lequel il insiste est celui de la fiscalité. Son souhait est de trouver un accord au sein de l'OCDE sur la fiscalité des géants du Net pour ne pas donner d'avantages aux pays tiers (entendre hors de l'Union) ; le Royaume-Uni en fera parti quand il sera sorti de l'Union. Il dénonce aussi l'hypocrisie d'un certain nombre de pays membres, dont la France, qui disposent de souplesse dérogatoire plus importante que l'Irlande en matière de fiscalité.

Après le 1^{er} Ministre irlandais en janvier, ce sera le tour du 1^{er} Ministre croate en février, du 1^{er} Ministre portugais en mars et du Président de la République française le 17 avril.

La présidence bulgare du Conseil de l'Union

Il n'est pas évident pour ce pays d'assurer une telle responsabilité au regard de sa situation : une pauvreté jugée comme la plus importante des pays de l'Union, un chômage lui aussi très important, une mauvaise gouvernance, une liberté de la presse réduite qui place la Bulgarie au 109^e rang sur 180 alors qu'il y a quelques années le pays était à la 98^e place ! Et que dire du fléau que constitue la corruption ?

Malgré cela, le 1^{er} Ministre BORISSOV a présenté les priorités de sa présidence que l'on peut classer en cinq points.

- 1) L'avenir de l'Union et les questions liées à la jeunesse avec pour volonté une augmentation significative du programme ERAMUS + ;
- 2) Donner des perspectives d'avenir à la jeunesse des pays des Balkans en offrant un horizon d'adhésion vers 2025. Tous les pays ne rentreront pas en même temps mais il faut relancer le processus de préadhésion en tenant compte des pays déjà candidats, de ceux qui aspirent à l'être et de ceux qui ont engagé la démarche ;
- 3) Normaliser les relations avec la Turquie et la Russie ;
- 4) Sur le plan budgétaire, définir les priorités et convenir des montants utiles à la conduite des politiques de l'Union, notamment en ce qui concerne la PAC et la cohésion.



5) Examiner les possibilités d'adhésion de la Bulgarie à la zone Schengen et à celle de l'euro.

Parmi d'autres points, la présidence bulgare entend aussi avancer sur la politique sociale, sur celle de la défense, sur l'économie numérique, sur la stabilité et la sécurité, sur les migrations et le droit d'asile.

Elections européennes de 2019

La période de scrutin sera entre le 23 et le 26 mai. Une tentative d'obtenir l'élection de députés dans une circonscription européenne a échoué devant l'opposition du groupe PPE au Parlement européen.

Les Britanniques ne participeront pas au scrutin ; leur sièges sont répartis entre un certain nombre de pays dont la France qui de 74 passe à 79 députés.

Vers un nouveau Traité de l'Elysée

Le 55^e anniversaire du traité signé le 22 janvier 1963 entre le Chancelier ADENAUER et le Président De GAULLE doit faire l'objet d'une nouvelle étape dans les relations franco-allemandes selon le vœu du Président MACRON et de la Chancelière MERCKEL.

Les présidents des deux assemblées –le Bundestag et l'Assemblée nationale- ont, le même jour, croisé leur discours, le matin à Berlin, l'après-midi à Paris. Si les députés allemands étaient au grand complet, il n'en a pas été de même pour les députés français. Les rangs de l'Assemblée étaient plus que clairsemés ce qui n'est pas un bon signe donné à nos partenaires en un temps où le socle franco-allemand est plus que jamais nécessaire à l'Union européenne.

Les grands traits de ce nouveau traité peuvent ainsi être résumés :

- *Elargir les compétences des euro-districts (coopération entre régions limitrophes) dans le cadre des politiques transfrontalières ;*
- *Réaliser un espace économique franco-allemand au sein du marché commun avec harmonisation de l'assiette des impôts sur les sociétés ;*
- *Soutenir davantage l'OFAJ, ARTE et l'UFA ;*
- *Obtenir plus de mobilité des étudiants, des apprentis, des jeunes professionnels ;*
- *Etablir un statut franco-allemand du stagiaire, développer les centres de formation professionnelles franco-allemands, harmoniser le statut des enseignants pour faciliter la mobilité ;*
- *Dans les trois ans, examiner la possibilité de créer des Universités franco-allemandes ;*
- *Développer les classes bilingues et les écoles permettant de passer le baccalauréat et l'Abitur*
- *Convenir d'une politique plus étroite en matière de politique étrangère, de défense et de développement ;*
- *Renforcer le rôle franco-allemand sur le climat ;*
- *Mettre en œuvre des dispositions en matière de droits sociaux ;*
- *Développer les réseaux d'énergie transfrontaliers*

Chez nos partenaires



Allemagne : une majorité qui se cherche, des accords d'entreprises qui se trouvent

Une majorité qui se cherche

Depuis les élections législatives du 24 septembre 2017, l'Allemagne ne parvient pas à trouver son gouvernement. Aucune majorité n'est sortie des urnes. Avec 32% des suffrages, la CDU/CSU dispose d'un sérieux avantage qui donne à Angela MERCKEL les clefs pour une quatrième législature. Les autres formations politiques sont distancées dont le SPD qui ne réalise que 20,5% des votes. A remarquer le bon score du FDP (centristes) qui retrouve le chemin du Bundestag avec 10,70% des voix et surtout les 12,60% de l'AfD, parti d'extrême-droite anti européen, anti immigrés, aux accents totalitaristes qui n'ont rien à envier au 1^{er} Ministre hongrois ou au président du parti droit et libertés en Pologne ; un proche du Front national et de nombre d'autres partis d'extrême droite qui « surfent » sur la vague des mécontentements populaires. Avec 92 sièges au Parlement, ce parti est désormais la première force d'opposition au nouveau gouvernement.

Ce nouveau gouvernement a du mal à se constituer après l'échec d'une coalition avec les centristes et les Verts. Le Président de la République veut éviter de nouvelles élections. Il fait donc pression sur ses amis sociaux-démocrates (SPD) pour qu'ils acceptent une nouvelle fois de s'entendre avec la Chancelière pour une nouvelle coalition des deux grandes forces du pays.

Si un accord n'était pas possible, la ressource d'un gouvernement minoritaire n'est pas écartée. Ce serait cependant un exercice de gouvernance très fragile et qui bloquerait le pays.

La balle est donc dans le camp du SPD. Difficile dilemme pour Martin SCHULZ qui refusait cette éventualité. Réélu le 8 décembre lors du congrès de son parti, il se déclare cependant disposé à entamer des négociations alors que les jeunes socialistes s'y opposent comme une frange non négligeable du parti.

Après d'âpres discussions, un accord de coalition est signé dans la nuit du 12 janvier. Soumis le 21 janvier au Parlement du parti, cet accord reçoit un avis favorable à une majorité de 56% ce qui n'est pas un blanc seing donné aux négociateurs. Ceux-ci reprennent les négociations pour parvenir à un contrat de coalition, lequel contrat sera alors soumis aux votes de tous les adhérents du SPD. La lettre de mars reviendra sur cet accord qui pourrait déboucher sur un gouvernement CDU/CSU-SPD.

Des accords d'entreprises qui se trouvent

Le puissant syndicat IG Metall a lancé depuis début janvier des grèves d'avertissement avec menace de grève générale si le patronat n'acceptait pas la négociation sur la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires. Avec 2 millions d'adhérents sur 3,9 que compte le secteur de la métallurgie, le poids de ce syndicat lui donne quelque crédit.

Après plusieurs semaines de négociation, un accord est intervenu le 5 février. Les salaires sont augmentés de 4% contre 6 demandés et le temps de travail est réduit à 28 h pour ceux qui le souhaitent avec l'assurance de retrouver un poste à temps plein à l'issue de 12 mois.



Le dialogue social en Allemagne n'est pas un vain mot. Nul besoin de l'intervention de l'Etat pour régler un différent social qui aura inmanquablement des répercussions sur l'économie du pays, notamment dans la perspective d'une relance des investissements qui devraient aussi doper l'économie européenne.

Sommet franco-britannique : la défense et les migrants au menu

Accords renouvelés sur la défense

C'est le 18 janvier que se sont rencontrés Teresa MAY et Emmanuel MACRON pour évoquer les relations franco-britanniques. Deux sujets majeurs étaient à l'ordre du jour : la défense et les migrants.

Les budgets de la défense de ces deux pays totalisent 50% des budgets que les 26 autres Etats consacrent à la défense. Il est donc important que ce sujet soit débattu à un moment où le Royaume-Uni décide de quitter l'Union européenne. Ceci étant, il est peu probable que l'armée britannique ait pu se fondre dans un dispositif militaire européen. Les Britanniques ne signeront d'ailleurs pas l'accord de décembre 2018 sur la défense, et pas seulement parce qu'ils quittent l'Union.

Ceci étant, ils acceptent d'abonder le fonds européen de la défense à hauteur de 5,5 milliards d'euros. Pour autant, ils veulent garder leur indépendance et préfèrent les accords bilatéraux. C'est ainsi que les accords de Lancaster-House sur la coopération militaire franco-britannique sont réaffirmés. Ils peuvent se décliner ainsi :

- 1) Soutien opérationnel et financier de la France au sahel,*
- 2) Engagement des troupes françaises sous commandement britannique en 2019 en Estonie avec un objectif de dissuasion face à la Russie et ce dans le cadre de l'OTAN,*
- 3) Développer un projet commun en matière de missiles et de détection sous-marine.*

Migrants ; les accords du Touquet réaffirmés

La discussion n'apporte aucun changement à la situation de Calais. Les accords du Touquet demeurent. Deux engagements cependant des Britanniques :

- 1) Le Royaume-Uni contribuera davantage à la lutte contre l'immigration illégale,*
- 2) La situation des mineurs ayant de la famille en Grande-Bretagne sera mieux examinée en réduisant notamment l'instruction des dossiers.*

Enfin, un nouveau traité devrait compléter les accords du Touquet et préciser la situation des mineurs isolés, le regroupement familial, le droit d'asile et l'instruction des dossiers

Un troisième domaine a fait l'objet de décisions : celui de la culture. Dans ce domaine il est décidé d'intensifier les échanges culturels et les jumelages, d'accroître les bourses d'échanges linguistiques. Enfin, les deux pays souhaitent développer les échanges d'œuvres d'art.

Pologne : changement de gouvernement



Les tensions avec l'Union européenne sont parvenues à un point tel qu'il convenait de changer les interlocuteurs de la Commission européenne afin de renouer le dialogue de façon plus apaisée.

C'est ainsi qu'un nouveau gouvernement a été installé autour de Mateusz MARAWIECKI nommé Premier Ministre. Quelques ministres importants ont été remplacés comme ceux de la défense, des Affaires étrangères ou encore de l'environnement.

Par contre, celui de la justice est maintenu dans ses prérogatives ce qui ne va pas vraiment apaiser le climat car il est au cœur de la polémique avec l'Union.

Ceci étant, le pouvoir n'est pas tenu par le gouvernement, pas plus que par le Président de la république. Le pouvoir est entre les mains du président du parti Droit et justice (PiS) qui utilise les institutions comme instruments de sa propre politique.

Accusée de violation de l'Etat de droit, la Commission européenne a engagé une procédure devant la Cour de Justice de l'Union pouvant aboutir à la suspension des droits de vote de ce pays au Conseil de l'Union. Cette procédure est l'activation, pour la première fois de l'histoire de l'UE, de l'article 7 du traité de l'Union européenne.

Certains réclament même que les aides financières à la Pologne soient soumises au respect de l'Etat de droit. Cette disposition n'est pas inscrite dans les traités ce qui limite la demande ! Quelque soient les griefs justifiés que l'on fait à ce gouvernement, il ne faut pas oublier qu'il n'est au pouvoir qu'avec moins de 38% des voix. Il est donc loin de représenter la majorité des Polonais qui ne doivent pas subir une double peine : celle d'avoir un gouvernement fascisant et de se trouver privé de l'aide européenne. Le mieux à faire est de soutenir les démocrates de ce pays en espérant qu'ils soient capables de s'organiser pour renverser le pouvoir en place.

Espagne / Catalogne : un scrutin qui ne règle rien.

Les élections législatives du 21 décembre dernier devaient clarifier la situation quant à l'indépendance réclamée par d'aucuns et refusée par d'autres. Les résultats n'ont en rien réglé les différends entre indépendantistes et unionistes et entre les gouvernements catalan et espagnol.

Les trois partis indépendantistes gagnent les élections avec 47,7% des voix et 70 sièges sur 135. Suivent le parti centriste « CIUDADAMOS » avec 37 députés, le PPE catalan (parti du 1^{er} Ministre espagnol) avec 3, le parti socialiste avec 17 et le parti de la gauche radicale avec 8.

Rien n'est donc réglé. La Catalogne continue à être gérée par Madrid et n'est toujours pas pourvue d'un gouvernement, la plupart des leaders indépendantistes sont en prison ou en exil.

Les conséquences se font d'ores et déjà sentir. 3000 entreprises représentant 30% du PIB catalan délocalisent leur siège, dont deux banques ; le tourisme chute de 12 à 15 % et les autres régions d'Espagne boycottent les produits et les services catalans.

Si l'indépendance n'est pas la solution, la situation actuelle ne doit pas non plus s'éterniser. Le gouvernement de Mariano RAJOY devrait prendre une initiative de réconciliation, d'autant qu'il est le grand perdant de ce scrutin !



Autriche : un gouvernement ouvert à l'extrême droite

Les élections législatives du 15 octobre n'ont pas donné de majorité à aucun parti, comme cela se passe dans tous les pays au scrutin proportionnel. Comme partout, l'extrême droite marque des points.

En Autriche, son score est tel que le parti populaire n'a pas hésité à leur proposer un accord de gouvernement.

Ainsi, 23 ans après le précédent de 1995, l'Autriche renoue avec l'extrême droite qui entre dans un gouvernement de coalition. Deux ministères attirent plus particulièrement l'attention car ce sont des ministères régaliens donc sensibles.

Le parti de la liberté (FPÖ) reçoit l'Intérieur et la Défense dont, pour ce dernier, les services de renseignements. Considérant les positions bienveillantes du FPÖ envers la Russie et la Hongrie, il y a de quoi être inquiet à un moment où l'Union essaie de mieux faciliter les échanges en vue de lutter contre le terrorisme !

Ce même parti relance une polémique datant de la fin de la première guerre mondiale, créant des tensions inutiles avec l'Italie. Le Haut Adige (Sud Tyrol) a été rattaché à la péninsule en 1919, rattachement confirmé en 1945 à la fin de la seconde guerre mondiale.

Sous prétexte que 70% de la population est germanophone, le gouvernement autrichien vient de décider que, pour ceux qui en feraient la demande, il leur serait attribué un passeport autrichien. Une manière de revendiquer ce territoire dont il conteste le rattachement à l'Italie.

Cet épisode autrichien montre tous les dangers que représentent des partis qui restent ancrés dans le passé, dans la nostalgie, dans l'affrontement.

Il faut vraiment que les démocrates reprennent l'offensive, dénoncent les mensonges, les replis identitaires, réveillent les consciences. Sans sursaut des femmes et des hommes de paix, le rêve de l'Europe unie peut être brisé avec le risque évident de nouvelles guerres.

La disparition des Européens des cercles de décisions où l'équilibre repose sur une Europe unie, solide et solidaire sera un rude coup porté à un monde trop fragile pour être laissé aux mains de vastes empires égoïstes et de dictateurs dangereux.

